

REPUBLICQUE DU SENEGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

III- X P O S E D E S M O T I F S

DU PROJET DE LOI AUTORISANT LE PRESIDENT DE LA
REPUBLIQUE A RATIFIER LE PROTOCOLE PORTANT AMEN-
DEMENT DE LA CONVENTION RELATIVE A L'AVIATION
CIVILE INTERNATIONALE, SIGNE A MONTREAL,
LE 10 MAI 1984.-

-:~::~:~::~:~::~:~::~:-

Le 10 mai 1984 a été signé, à Montréal, le Protocole portant amendement de la Convention relative à l'Aviation civile internationale.

L'amendement adopté vise à renforcer la sécurité de la navigation aérienne.

Dans ce but, les Etats contractants décident de s'abstenir de recourir à l'emploi des armes contre les aéronefs civils en vol et de mettre en danger, en cas d'interception, la vie des passagers et la sécurité des appareils.

Cependant, le principe de la souveraineté de l'Etat sur son espace aérien est réaffirmé. L'Etat a le droit d'exiger l'atterrissage de tout aéronef civil qui viole sa souveraineté sur son espace aérien.

Les aéronefs civils doivent être obligés, par leur Etat d'origine, à respecter les ordres légaux d'atterrissage et des sanctions doivent être prises en cas de violation.

Enfin, il est interdit aux Etats d'employer, délibérément, des aéronefs civils à des fins incompatibles avec les buts de la Convention relative à l'Aviation civile internationale.

Telle est l'économie du présent projet de loi

UB 1697

REPUBLIQUE DU SENEGAL

ASSEMBLEE NATIONALE

VIe LEGISLATURE

DEUXIEME SESSION ORDINAIRE DE 1984

R A P P O R T

Fait

au nom de l'Intercommission constituée par les Commissions des Affaires étrangères, de la Législation, des Finances et des Affaires économiques, de la Défense et des Travaux publics

s u r

le PROJET DE LOI N° 51/84 autorisant le Président de la République à ratifier le protocole portant amendement de la convention relative à l'Aviation Civile Internationale, signé à Montréal, le 10 Mai 1984.

Par

Monsieur Oumar NDIAYE

Rapporteur.-

Monsieur le Président,
Monsieur le Ministre,
Mes Chers Collègues,

Le projet de loi n° 51/84 autorisant le Président de la République à ratifier le protocole portant amendement de la convention relative à l'Aviation Civile Internationale, signé à Montréal, le 10 Mai 1984, a été examiné par l'Intercommission constituée par les Commissions des Affaires étrangères, de la Législation, des Finances et des Affaires économiques, de la Défense et des Travaux publics, réunie le Vendredi 4 Janvier 1985, sous la présidence du Docteur Ibra Mamadou WANE.

Monsieur Ibrahima FALL, représentant le Gouvernement, a présenté à l'intercommission l'exposé des motifs.

Le texte signé le 10 Mai 1984 à Montréal est le Protocole portant amendement de la convention relative à l'Aviation Civile Internationale. Il vise à renforcer la sécurité de la navigation aérienne.

Dans ce but, les Etats contractants décident de s'abstenir de recourir à l'emploi des armes contre les aéronefs civils en vol et de mettre en danger, en cas d'interception, la vie des passagers et la sécurité des appareils.

Cependant, le principe de la souveraineté de l'Etat sur son espace aérien est réaffirmé. L'Etat a le droit d'exiger l'atterrissage de tout aéronef civil qui viole sa souveraineté sur son espace aérien.

.../...

Les aéronefs civils doivent être obligés, par leur Etat d'origine, à respecter les ordres légaux d'atterrissage et des sanctions doivent être prises en cas de violation.

Enfin, il est interdit aux Etats d'employer, délibérément, des aéronefs civils à des fins incompatibles avec les buts de la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale.

A la suite de cette présentation, les commissaires ont soulevé des questions relatives aux conditions préalables liées à la violation de l'espace aérien d'un Etat ainsi que la question relative à l'indemnisation des victimes.

Sur cette double observation, il a été noté que de nombreux textes existent et prévoient notamment des conditions préalables, en particulier la Convention de Chicago sur l'OACI, mais depuis que l'espace est devenu d'intérêt militaire stratégique, il est difficile de le réglementer.

C'est la raison pour laquelle le texte actuel relève d'un compromis entre l'exigence de sécurité de l'Etat survolé, de l'Etat dont relève l'aéronef et la sécurité des voyageurs.

De ce point de vue, le projet met surtout en relief le principe de non recours aux armes.

En ce qui concerne la suggestion portant sur l'indemnisation des victimes, il a été noté que le présent projet n'avait pas pour objet cette question; cependant, il existe une législation en cette matière.

En l'état actuel du droit international, l'indemnisation relève de procédures entre les Etats, ce qui fait que l'individu ou le groupe d'individus disparaissent.

Il faut simplement souhaiter que l'évolution actuelle puisse conduire à prolonger la procédure d'indemnisation jusqu'au niveau de l'individu.

Satisfaits de toutes les explications reçues, vos commissaires ont approuvé le projet de loi et vous demandent d'en faire autant s'il ne soulève aucune objection majeure de votre part.

18 1897

REPUBLIQUE DU SENEGAL

ASSEMBLEE NATIONALE

II II II

N° 11

autorisant le Président de la République à ratifier le Protocole portant amendement de la Convention relative à l'Aviation civile internationale, signé à Montréal, le 10 mai 1984.

L'ASSEMBLEE NATIONALE,

Après en avoir délibéré, a adopté, en sa séance du VENDREDI 8 FEVRIER 1985, la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.- Le Président de la République est autorisé à ratifier le Protocole portant amendement de la Convention relative à l'Aviation civile internationale, signé à Montréal, le 10 mai 1984.

DAKAR, le 8 FEVRIER 1985
LE PRESIDENT DE SEANCE,

Daouda SOW.

REPUBLIQUE DU SENEGAL
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

/) P R O T O C O L E

portant amendement de la Convention
relative à l'Aviation civile internationale

(Article 3 bis)

MONTREAL le 10 MAI 1984

L'ASSEMBLEE

DE L'ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE,

S'ETANT REUNIE à Montréal, le 10 mai 1984, en sa vingt-cinquième session (extraordinaire),

AYANT PRIS ACTE que l'aviation civile internationale peut grandement aider à créer et à préserver entre les nations et les peuples du monde l'amitié et la compréhension alors que tout abus qui en serait fait peut devenir une menace pour la sécurité générale,

AYANT PRIS ACTE qu'il est désirable d'éviter toute mésentente entre les nations et les peuples et de promouvoir entre eux la coopération dont dépend la paix du monde,

AYANT PRIS ACTE qu'il est nécessaire que l'aviation civile internationale puisse se développer de manière sûre et ordonnée,

AYANT PRIS ACTE que, conformément aux considérations élémentaires d'humanité, la sécurité et la vie des personnes se trouvant à bord des aéronefs civils doivent être assurées,

AYANT PRIS ACTE du fait que, dans la Convention relative à l'Aviation civile internationale faite à Chicago le 7 décembre 1944, les Etats contractants

- reconnaissent que chaque Etat a la souveraineté complète et exclusive sur l'espace aérien au-dessus de son territoire.
- s'engagent à tenir dûment compte de la sécurité de la navigation des aéronefs civils lorsqu'ils établissent des règlements pour leurs aéronefs d'Etat, et
- conviennent de ne pas employer l'aviation civile à des fins incompatibles avec les buts de la Convention,

AYANT PRIS ACTE de la détermination des Etats contractants de prendre des mesures appropriées visant à empêcher la violation de l'espace aérien des autres Etats et l'utilisation de l'aviation civile à des fins incompatibles avec les buts de la Convention et de renforcer la sécurité de l'aviation civile internationale,

AYANT PRIS ACTE du désir général des Etats contractants de réaffirmer le principe du non-recours à l'emploi des armes contre les aéronefs civils en vol,

1. DECIDE qu'il est souhaitable d'amender en conséquence la Convention relative à l'Aviation civile internationale, faite à Chicago le 7 décembre 1944,

2. APPROUVE, conformément aux dispositions de l'article 84, alinéa a), de la Convention mentionnée ci-dessus, l'amendement ci-après qu'il est proposé d'apporter à ladite Convention :

Insérer, après l'article 3, un nouvel article 3 bis :

ARTICLE 3 bis

a) Les Etats contractants reconnaissent que chaque Etat doit s'abstenir de recourir à l'emploi des armes contre les aéronefs civils en vol et qu'en cas d'interception, la vie des personnes se trouvant à bord des aéronefs et la sécurité des aéronefs ne doivent pas être mises en danger. Cette disposition ne saurait être interprétée comme modifiant de quelque manière que ce soit les droits et obligations des Etats en vertu de la Charte des Nations Unies.

b) Les Etats contractants reconnaissent que chaque Etat, dans l'exercice de sa souveraineté, est en droit d'exiger l'atterrissage, à un aéroport désigné, d'un aéronef civil qui, sans titre, survole son territoire ou s'il y a des motifs raisonnables de conclure qu'il est utilisé à des fins incompatibles avec les buts de la présente Convention; il peut aussi donner à cet aéronef toutes autres instructions pour mettre fin à ces violations.

./.

2.

A cet effet, les Etats contractants peuvent recourir à tous moyens appropriés compatibles avec les règles pertinentes du droit international, y compris les dispositions pertinentes de la présente Convention, spécifiquement l'alinéa a) du présent article. Chaque Etat contractant convient de publier ses règlements en vigueur pour l'interception des aéronefs civils.

c) Tout aéronef civil doit respecter un ordre donné conformément à l'alinéa b) du présent article. A cette fin, chaque Etat contractant prend toutes les mesures nécessaires dans ses lois ou règlements nationaux pour faire obligation à tout aéronef immatriculé dans ledit Etat ou utilisé par un exploitant qui a le siège principal de son exploitation ou sa résidence permanente dans ledit Etat de se conformer à cet ordre. Chaque Etat contractant rend toute violation de ces lois ou règlements applicables passible de sanctions sévères et soumet l'affaire à ses autorités compétentes conformément à son droit interne.

d) Chaque Etat contractant prendra des mesures appropriées pour interdire l'emploi délibéré de tout aéronef civil immatriculé dans ledit Etat ou utilisé par un exploitant qui a le siège principal de son exploitation ou sa résidence permanente dans ledit Etat à des fins incompatibles avec les buts de la présente Convention. Cette disposition ne porte pas atteinte à l'alinéa a) et ne déroge pas aux alinéas b) et c) du présent article",

3. FIXE, conformément à la disposition dudit article 94, alinéa a), de ladite Convention, à cent deux le nombre d'Etats contractants dont la ratification est nécessaire à l'entrée en vigueur dudit amendement, et
4. DECIDE que le Secrétaire général de l'Organisation de l'Aviation civile internationale établira en langues française, anglaise, espagnole et russe, chacune faisant également foi, un protocole concernant l'amendement précité et comprenant les dispositions ci-dessous :

./.

- a) Le protocole sera signé par le Président et le Secrétaire général de l'Assemblée.
- b) Le protocole sera ouvert à la ratification de tout Etat qui aura ratifié la Convention relative à l'Aviation civile internationale ou y aura adhéré.
- c) Les instruments de ratification seront déposés auprès de l'Organisation de l'Aviation civile internationale.
- d) Le protocole entrera en vigueur à l'égard des Etats qui l'auront ratifié le jour du dépôt du cent deuxième instrument de ratification.
- e) Le Secrétaire général notifiera immédiatement à tous les Etats contractants la date du dépôt de chaque instrument de ratification du protocole.
- f) Le Secrétaire général notifiera immédiatement à tous les Etats qui sont parties à ladite Convention la date à laquelle ledit protocole entrera en vigueur.
- g) Le protocole entrera en vigueur, à l'égard de tout Etat contractant qui l'aura ratifié après la date précitée, dès que l'Etat aura déposé son instrument de ratification auprès de l'Organisation de l'Aviation civile internationale.

EN CONSEQUENCE, conformément à la décision ci-dessus de l'Assemblée,

Le présent protocole a été établi par le Secrétaire général de l'Organisation.

EN FOI DE QUOI, le Président et le Secrétaire général de la vingt-cinquième session (extraordinaire) de l'Assemblée de l'Organisation de l'Aviation civile internationale, dûment autorisés à cet effet par l'Assemblée, ont apposé leur signature au présent protocole.

./.

4.

FAIT à Montréal le 10 mai de l'an mil neuf cent quatre-vingt-quatre, en un seul document dans les langues française, anglaise, espagnole et russe, chacun des textes faisant également foi. Le présent protocole sera déposé dans les archives de l'Organisation de l'Aviation civile internationale et des copies certifiées conformes seront transmises par le Secrétaire général de l'Organisation à tous les Etats parties à la Convention relative à l'Aviation civile internationale faite à Chicago le 7 décembre 1944.

Assad Kotaite
Président de la 25ème session
(extraordinaire) de l'Assemblée

Yves Lambert
Secrétaire général